

# **La restauration à la Bibliothèque nationale de France : permanence et changements**

**Philippe Vallas**

Adjoint à la directrice du département de la Conservation/DSC

D'abord deux remarques préliminaires :

- La BnF fait aussi restaurer en grand nombre des objets d'art divers, monnaies, médailles, tableaux et autres mobiliers, qui occupent une place importante dans ses collections mais n'entrent pas dans notre propos ;
- J'entends ici par restauration tout type de traitement de réparation physique visant à conserver au maximum l'intégrité du document, quelles que soient sa durée et les techniques utilisées. Cette précision a une grande importance compte tenu de l'évolution des pratiques de l'établissement, comme on le verra plus loin.

## **Un développement progressif**

La restauration des documents écrits et graphiques n'est pas à la BnF une pratique aussi ancienne qu'on pourrait le penser : la réparation physique organisée des documents avec le souci de conserver le maximum d'éléments originaux (avant, on jetait les reliures cassées et on en confectionnait des neuves) apparaît semble-t-il au cours des années 1950 ou même 1960 au sein de « l'atelier central » de reliure du site Richelieu (une étude va d'ailleurs être lancée prochainement pour mieux connaître l'histoire de cette transition).

L'atelier central s'est ensuite progressivement spécialisé dans la restauration des documents au détriment de l'activité de reliure, de plus en plus sous-traitée ; un savoir-faire, un corpus de techniques s'y sont développés ; peu à peu les moyens de l'établissement se sont accrus par des créations successives de nouveaux ateliers :

- d'abord des ateliers « de proximité » dans presque tous les départements spécialisés (Arsenal, Cartes et plans, Manuscrits, Arts du spectacle, Bibliothèque-musée de l'Opéra) qui ont pu prendre de l'ampleur (Estampes) ;
- puis des ateliers plus importants, intégrés dans des services ou centres mettant en œuvre une large gamme de traitements : Sablé et Provins à l'époque du premier « Plan de sauvegarde » financé par la DLL dans les années 1980 ; puis Bussy-St-Georges et le service central du département de la Conservation du site F. Mitterrand, issus des réflexions et des ambitions de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France/EPBF au milieu des années 1990.

Les 2 enquêtes de 1979 et 1990 sur l'état des fonds de la BN montraient en effet l'importance quantitative des besoins dans les collections d'imprimés et de périodiques : plusieurs centaines de milliers de documents anciens en bon papier, usés, abîmés, et donc souvent incommunicables, nécessitaient une réparation physique plus ou moins importante.

## **Des moyens importants mais dispersés**

Depuis une dizaine d'années, la BnF dispose donc de moyens internes considérables, notamment en personnel :

- plus de 110 agents des métiers d'art (CTA, TA et AT) travaillent dans ses ateliers, souvent appuyés par des magasiniers spécialement formés ;

- moyens matériels aussi : les nouveaux bâtiments des sites F. Mitterrand et Bussy-St-Georges ont été dotés à leur construction d'ateliers vastes, fonctionnels et bien équipés ; les ateliers plus anciens ont pu renouveler et diversifier leurs équipements ;
- Vue l'ampleur des besoins, ces moyens ont été rapidement renforcés par des marchés de prestation externe ; les derniers en date, passés en 2006 et 2007, sont actuellement alimentés à hauteur de 150 000 € ttc par an environ.

Toutefois, en raison de leur histoire, les moyens de la BnF souffrent d'un handicap évident, celui d'être dispersés à l'extrême : les ateliers ou groupes d'ateliers sont trop nombreux (11), souvent trop petits pour assurer une production régulière, ils sont répartis sur 6 sites distincts, dépendent de 2 directions différentes !

### **Rationalisation de l'activité, diversification des techniques**

L'évolution progressive du concept de restauration vers moins d'interventionnisme, la prise de conscience de l'importance et la diversité des besoins, la réflexion menée lors de l'élaboration du projet de Bibliothèque de France, qui mettait l'accent sur les aspects préventifs de la conservation – triomphe du concept anglo-saxon de « préservation »- et préconisait le développement de traitements légers menés à grande échelle, tous ces facteurs ont contribué à un élargissement de la gamme des traitements pratiqués et à une organisation plus rationnelle de l'activité, mis en place pour l'essentiel après l'ouverture des deux nouveaux sites.

Dans les premières années de fonctionnement des nouveaux ateliers des sites Bussy et F. Mitterrand, le département de la Conservation/DSC a progressivement défini, en collaboration étroite avec les départements de collections, plusieurs filières bien distinctes de réparation physique, qui se distinguaient moins par les techniques employées que par la durée du traitement :

- jusqu'à 3 h de traitement par document : maintenance
- de 3 à 10 h : consolidation
- plus de 10 h : « restauration » proprement dite

(distinction valable pour les volumes seulement, le traitement des documents en feuilles restant à part et n'ayant pas jusqu'à présent fait l'objet d'une telle réflexion)

Sans entrer trop dans les détails techniques (Thierry Aubry le fera après moi) la maintenance est constituée surtout de traitements rapides sur le papier ou le corps d'ouvrage : gommage, défroissage, réparation de déchirures, fixation d'erratas, réinsertion de feuillets détachés, etc) ou de petits travaux sur la couverture : nettoyage/cirage, décollage d'un rondage, d'un code-barre posé par erreur, consolidation d'une coiffe, d'un coin voire d'un dos sur les petits ouvrages. Elle se veut d'abord préventive de dégradations plus importantes.

La consolidation se veut une alternative à la restauration, visant à rendre de nouveau accessibles, dans des délais plus réduits, de plus grandes quantités de documents hors d'usage, choisis en fonction des demandes de consultation, grâce à des traitements souvent limités à l'essentiel : on ne répare que les dégradations les plus graves, en cherchant seulement à rendre le document à nouveau manipulable (en général, rattachement ou consolidation de plats, mors, dos, coiffes, sur les volumes du 17<sup>e</sup> ou 18<sup>e</sup> siècles petits ou moyens, couverts en cuir ou parchemin, qui forment une grande part des fonds anciens).

La restauration proprement dite ne correspond qu'à un besoin marginal pour les collections d'imprimés (quelques dizaines de volumes chaque année : reliures à décors remarquables), sauf pour la Réserve des livres rares. Les besoins sont nettement plus importants pour les collections des départements spécialisés.

Le développement des nouvelles filières a coïncidé avec l'introduction de techniques nouvelles dans les ateliers publics, la plus connue étant la réparation des couvertures au moyen de papier japon, utilisée notamment en consolidation ; certaines n'ont pas rencontré de besoin de la part des départements de collections et ont été délaissées (clivage).

Le but de la création des filières était d'essayer d'utiliser au mieux le temps disponible dans chaque atelier, et de pouvoir calculer le plus précisément possible une production à partir de ce temps disponible ; ce travail venait en complément de la mise en place d'une programmation annuelle élaborée par le DSC en concertation avec la direction des Collections/DCO, et favorisée par la mise en place d'applications informatiques dédiées (GC : *gestion de la conservation*) intégrées au système informatique de l'établissement : Chaque année, les ateliers s'engagent à traiter un nombre déterminé de documents dans chaque filière et pour chaque département de collections, selon un calendrier précis de prise en charge, que les départements DCO doivent respecter pour la fourniture des documents (par lots plus ou moins importants selon la filière). Le système prévoit même une durée-type par filière ; des bilans d'étapes et un bilan annuel permettent de suivre le bon déroulement de cette programmation. Le suivi précis de chaque document dans ses déplacements physiques ou sein de l'établissement (chaque étape donnant lieu au pistage d'un code-barre) apporte un surcroît de sécurité.

Ces filières ne sont pas, ou peu, utilisées pour les collections spécialisées des sites « anciens » de collections, Richelieu et l'Arsenal ; pour des raisons techniques (le système de gestion de la conservation n'a pu y être encore déployé) ; parce qu'elles ont été conçues d'abord pour les besoins importants des collections d'imprimés du nouveau site (nombreuses, en mauvais état et très consultées) ; mais aussi pour des questions de culture d'atelier (conception plus artisanale du travail dans certains des ateliers les plus anciens, même si tous les ateliers du DSC s'astreignent à présent à une programmation annuelle).

A la programmation s'ajoutent naturellement des travaux plus ou moins urgents liés aux expositions internes ou externes, et des restaurations de documents extérieurs, attribués en général via le comité technique de restauration de la DLL , au sein duquel la BnF est représentée.

Sauf exception, l'impasse a été faite sur les collections en papier acide (1870-1950), orientées vers les traitements de reproduction.

Un effort d'adaptation aux besoins spécifiques de certains départements spécialisés s'est concrétisé par la création d'une cellule de traitement des documents liés aux spectacles ( maquettes, décors, masques...) sur le site F. Mitterrand.

Tout traitement physique est systématiquement précédé d'un dépoussiérage des documents, au moins en surface, et généralement complété d'une boîte au format en carton permanent pour protéger le document, produite par l'atelier de conditionnement du site F. Mitterrand qui est équipé d'une table de découpe.

### **Des résultats importants mais inférieurs aux besoins**

L'augmentation des effectifs et la rationalisation de l'activité ont permis d'obtenir, depuis plusieurs années, des résultats plus que respectables, et relativement stables : près de 5 000 volumes reçoivent annuellement un traitement physique (dont approximativement 700 restaurations, 1200 consolidations, 3000 maintenances), ainsi que 50 000 feuillets (qui ne bénéficient pour la plupart que d'un traitement léger). La très grande majorité des documents est traitée dans les ateliers internes.

Toutefois ces quantités restent très inférieures aux besoins annuels des départements de collections, évaluées approximativement au double, et elles n'augmentent plus.

## **Evolutions actuelles et perspectives**

Au sein du DSC, plusieurs chantiers sont actuellement en cours :

- harmonisation des pratiques : Un expert restauration a été nommé, rattaché directement à la directrice du département, qui s'efforce de rapprocher progressivement les techniques utilisées dans les différents ateliers, avec l'aide de l'encadrement et en coordination avec les départements de collections ; cette harmonisation est étendue aussi à la constitution et la gestion des dossiers de restauration, qui constituent des archives particulièrement précieuses pour l'établissement. L'expert travaille aussi constamment avec les prestataires externes, afin d'adapter au mieux leurs prestations à nos besoins.
- Le travail de maintenance est maintenant délégué en grande partie aux magasiniers des collections formés et encadrés par des restaurateurs (création d'un atelier spécifique sur le site F. Mitterrand).

### **A moyen et long terme :**

- La charte de la conservation actuellement en cours d'élaboration à la BnF réaffirme l'importance de la restauration pour préserver les documents et pouvoir les communiquer sous leur forme originale (le support fait partie de l'information) ; le prochain contrat de performance devrait comporter un indicateur dans ce domaine ;
- Toutefois, les traitements préventifs « de masse » (reliure mécanisée, conditionnement, désacidification) y sont reconnus comme prioritaires sur le plan budgétaire, et la numérisation absorbe de plus en plus de moyens ;
- Le contexte démographique est défavorable (très nombreux départs en retraite dans certains ateliers au cours des prochaines années).

L'évolution la plus probable est donc celle d'une certaine baisse de la quantité des documents traités (qui restera importante) et d'une part accrue du travail effectuée en sous-traitance. Une meilleure efficacité pourrait être obtenue par l'extension du système de gestion informatique intégré à tous les sites et tous les ateliers.

Je terminerai sur une note optimiste en insistant sur l'intérêt d'associer la restauration à la numérisation : de plus en plus souvent, les départements de collections et les établissements extérieurs demandent la numérisation de leurs documents précieux à l'occasion de leur restauration, et nous allons développer cette prestation (la plupart des sites du DSC comportent les deux types d'ateliers) ; inversement, c'est un atout important pour un atelier de numérisation de pouvoir compter sur des restaurateurs présents sur place pour préparer certains types de documents (déreliaje de volumes s'ouvrant mal, réparation de documents fragiles comme les journaux en papier acide, etc), ou réparer des dégradations causées par la prise de vue.